

Wohltätige Herrschaft: Philanthropie und Legitimation in der Geschichte des Sozialstaats [Paul Ridder]

Autor(en): **Kalinowski, Isabelle**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **13 (2006)**

Heft 1

PDF erstellt am: **27.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LITERATUR ZUM THEMA COMPTES RENDUS THEMATIQUES

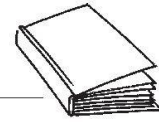
PAUL RIDDER WOHLTÄTIGE HERRSCHAFT: PHILANTHROPIE UND LEGITIMATION IN DER GESCHICHTE DES SOZIALSTAATS

GREVEN, VERLAG FÜR GESUNDHEITSWISSENSCHAFTEN,
2002, 343 P. € 32.–

Auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire sociale et la sociologie de la médecine, le sociologue allemand Paul Ridder a poursuivi dans *La bienfaisance du pouvoir: philanthropie et légitimation dans l'histoire de l'Etat social* (2002) un projet ambitieux: faire une histoire des usages sociaux de la philanthropie depuis les Grecs jusqu'à l'époque moderne. La succession des chapitres, qui épouse la chronologie (monde grec, monde byzantin, monde arabe, Moyen Age, Lumières, Europe moderne), repose sur un présupposé qui n'est pas expressément formulé par l'auteur mais ressort de la structure de son livre: l'idée que la Grèce a été au fondement de l'histoire d'une civilisation dont l'unité et la continuité reposeraient sur la référence permanente à un système de pensée (le corpus des auteurs grecs) sans cesse redécouvert et réinterprété par la suite. Cette civilisation ne se confond pas, dans l'optique de Paul Ridder, avec celle de l'Europe occidentale, mais fait une large place à l'Europe orientale et s'étend jusqu'à la Perse et au seuil de l'Inde (avec l'académie de médecine de Gondishapur, fondée au 5e siècle ap. J. C. par la secte chrétienne des Nestoriens), puis jusqu'au monde arabe (averroïsme), dans la mesure où ces régions ont pu être, à certaines époques, les lieux «d'exil» d'une tradition savante grecque provisoirement «refoulée» en Europe occidentale.

Cette étude ressortit donc à une méthodologie de «l'histoire culturelle», fondée sur le principe selon lequel l'histoire d'un phénomène social tel que la philanthropie ne saurait être appréhendée qu'en lien avec une histoire des systèmes de pensée; pour chaque époque, l'auteur brosse ainsi une synthèse des doctrines les plus marquantes et de leurs implications sur les théories de la société et de l'Etat.

Paul Ridder ne précise pas si son choix de limiter cette «histoire de l'Etat social» à une unique civilisation, à l'exclusion de toutes les autres, revient ou non à considérer la notion d'«Etat social» comme fondamentalement enracinée dans le monde de pensée issu des Grecs. Il n'explicite pas davantage la manière dont s'opère selon lui l'articulation entre ces systèmes de pensée (savants) et le fonctionnement des sphères de pouvoir (politique, religieux, économique...) qui ont été les porteurs des institutions philanthropiques: le plan des chapitres, qui juxtapose les considérations relatives aux premiers et au second, suggère l'existence d'une continuité entre les représentations savantes et les pratiques philanthropiques mises en œuvre par les différents pouvoirs aux différentes époques. Cette thèse semble de la même façon inspirer une des options méthodologiques de l'ouvrage, l'attention systématiquement portée à l'histoire des manuels de préparations pharmaceutiques (*Thesauri pauperum*, dans la tradition de Galien). Ceux-ci peuvent justement être vus comme un point de jonction entre les découvertes savantes et l'espace de pratiques «cliniques» qui ne sont pas seulement des «applications» des précédentes, mais le terrain d'expérimentations susceptibles d'infléchir en retour les modes



d'appréhension des questions médicales et sociales.

Dans une introduction portant en exergue une phrase de Nietzsche («La morale ne dispose pas seulement de toutes sortes d'instruments de terreur, [...] elle sait aussi enthousiasmer» [*Aurore*]), l'auteur définit ce qu'il perçoit comme une constante de l'action philanthropique à travers l'histoire, à savoir sa fonction de «légitimation d'une position sociale». L'analyse de la philanthropie peut ainsi servir, selon lui, à «éclairer les modes de construction de l'autorité» dans une «histoire culturelle des pratiques de légitimation quotidiennes». Elle ne permet pas seulement de porter au jour les formes d'imposition et d'accréditation des nouveaux pouvoirs, non encore établis, mais aussi – et sans doute est-ce là l'hypothèse qu'on peut retenir de ce livre, concernant l'articulation entre les «systèmes de pensée» savants et les formes de domination sociale- d'étudier un exemple de pratiques contribuant à «ancrer», au quotidien, les «structures de savoir de l'ordre légitime». Ainsi, toutes les formes de la *commemoratio*, la célébration de la mémoire des donateurs, mécènes et philanthropes, qui induisent la répétition de prières, sermons, éloges, «miroirs», poèmes de commande ou encore la reproduction d'œuvres d'art et de monuments, dans une réinvention perpétuelle des modèles rhétoriques (*ars memorativa*) et artistiques de l'Antiquité, produisent, comme le note Paul Ridder, des «associations obligées» dans la «conscience» des dominés.

Cette histoire de la philanthropie vise à retracer le développement d'une tendance que l'auteur décrit selon un schéma presque évolutionniste: le passage d'une philanthropie «personnelle», qui «oblige» le «client» et l'enserme dans des relations de dépendance et de contre-don (évergétisme antique) à une philanthropie «impersonnelle», progressivement anonymisée,

dans laquelle l'offre de bienfaisance est dissociée de toute contrepartie personnelle directe, et finalement médiatisée par un corps professionnel spécialisé, en constante expansion à l'époque moderne (les «experts»).

Une des traditions grecques les plus décisives pour l'histoire de la philanthropie, mais aussi de la médecine, fut, Paul Ridder insiste beaucoup sur ce point, la tradition pythagoricienne des nombres et des proportions. C'est sa persistance dans l'empire byzantin, dans une réinterprétation chrétienne, qui explique par exemple le rôle du chiffre 6 dans les choix de recrutement du personnel des hôpitaux, les modes de rétribution de ce dernier ou encore les principes de distribution d'aliments, d'aumônes et de médicaments; le chiffre 4, chiffre pythagorien par excellence, survécut quant à lui dans le modèle architectural longtemps en vigueur dans le plan des hôpitaux, un carré regroupant les lits en croix autour d'un foyer central. La longue perpétuation d'un héritage tel que celui de la symbolique des nombres pythagoricienne n'implique cependant pas que des innovations décisives ne soient pas intervenues dans la postérité du monde grec; l'une des principales résida dans la redéfinition chrétienne de la philanthropie comme service de Dieu et du «prochain» (les «œuvres», promettant une récompense dans l'au-delà). La notion de «prochain», qui élargit le champ des pratiques de bienfaisance au-delà des frontières de communauté, de classe, d'origine et même de confession, contribua fortement, selon Paul Ridder, à l'efficacité de la propagande chrétienne et à son accession finale au statut de religion d'Etat (391 ap. J. C.). Après le concile de Nicée (325), la multiplication des «xénodochies» (hospices de pauvres et de malades) fut favorisée à la fois par la place importante accordée à la figure du «Christ médecin» dans la patristique, par les exemptions d'impôt consenties aux

donateurs et par les nouveaux objectifs d'influence politique développés par les évêques. C'est de cette période que l'on peut dater, selon l'auteur, les débuts de l'histoire de l'hôpital pour les pauvres (Césarée, 370), même si les premières formes de séparation entre pauvres et malades et de «spécialisation» médicale n'apparaissent qu'à partir du 6^e siècle (lorsqu'on commence à regrouper ceux qui sont atteints de maladies infectieuses dans un *nosokoméion*). La valorisation religieuse du pauvre comme «image de Dieu» (*domini nostri pauperes*, «Les pauvres sont nos maîtres»), si elle encouragea une dynamique propre de la philanthropie, rencontra cependant sa limite, selon l'auteur, en entraînant une inflation «excessive» des classes «improductives» des moines et des pauvres.

C'est ainsi que commença à être formulée, avant même que la Réforme ne discrédite théologiquement les «œuvres» (au profit de la «seule foi»), la critique de l'universalisme philanthropique chrétien, et l'exigence nouvelle d'une sélection entre «bons» et «mauvais pauvres».

La période de l'humanisme fut marquée par un mouvement de sécularisation des «œuvres de bienfaisance» porté par une bourgeoisie urbaine en quête de légitimation de ses nouveaux profits économiques: la communalisation des institutions philanthropiques, la laïcisation de leur personnel, la sélection de leurs bénéficiaires inspirée par un ethos du travail «productif» et la professionnalisation de la médecine allèrent alors de pair. Cette tendance forte se confirma au cours des siècles suivants, avec une centralisation étatique de la politique sociale, une standardisation des aides, et la naissance d'une «hygiène» rationalisée et des «politiques de santé publiques», assorties du développement d'une bureaucratie spécialisée.

On peut s'étonner de voir l'auteur

historique par une actualisation politique sauvage, qui le porte à dérapier vers une dénonciation des politiques sociales de la RFA d'aujourd'hui, du «parasitisme» fonctionnarial, comparé à celui du monachisme «improductif», et à prédire, sur le modèle de la chute des empires anciens, la décadence d'un «Etat social» «gangréné» par «l'expertocratie».

Isabelle Kalinowski, Paris

**LAWRENCE J. FRIEDMAN,
MARK D. MCGARVIE (ED.)
CHARITY, PHILANTHROPY,
AND CIVILITY IN AMERICAN
HISTORY**

NEW YORK: CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 2003,
467 P. \$ 40.–

La philanthropie occupe une place particulièrement importante dans la société américaine. La «Melinda and Bill Gates Foundation», dotée de 28,8 milliards de dollars, en constitue l'exemple le plus récent. Mais ce n'est pas un phénomène nouveau. Alexis de Tocqueville, lors de son voyage à travers les Etats-Unis en 1831, fut ainsi frappé par le nombre extrêmement élevé d'associations de charité. Or, rares sont les études retraçant l'histoire de la philanthropie aux Etats-Unis. L'ouvrage édité par L. J. Friedman et M. D. McGarvie, qui regroupe 18 contributions, vient combler cette lacune, en proposant une synthèse remarquable, quoiqu'inégale, de l'évolution des pratiques et institutions philanthropiques sur le continent américain.

Le livre est divisé en trois grandes périodes chronologiques. La première (1601–1861) voit le passage progressif d'une charité individuelle à une philanthropie institutionnalisée avec la création d'organisations caritatives formelles au niveau national, en particulier des associations